



**HAL**  
open science

## Entre histoire sociale des conflits et histoire des concepts : protestation et ordre public en Espagne dans le dernier tiers du xixe siècle

François Godicheau

### ► To cite this version:

François Godicheau. Entre histoire sociale des conflits et histoire des concepts : protestation et ordre public en Espagne dans le dernier tiers du xixe siècle. Les Cahiers de Framespa: e-Storia, 2013, Conflits et conflictualité sociale dans les sociétés méditerranéennes: XVIe-XIXe siècles, 12, 10.4000/framespa.2201 . halshs-01613214

**HAL Id: halshs-01613214**

**<https://shs.hal.science/halshs-01613214v1>**

Submitted on 9 Oct 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

---

## Entre histoire sociale des conflits et histoire des concepts : protestation et ordre public en Espagne dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle

*Entre la historia social de los conflictos y la historia de los conceptos:  
protestación y orden público en España durante el último tercio del siglo XIX  
Between social history of conflicts and history of concepts: social protest and  
public order in Spain during the last three decades of the 19th century*

**François Godicheau**

---



### Édition électronique

URL : <http://framespa.revues.org/2201>

DOI : 10.4000/framespa.2201

ISSN : 1760-4761

### Éditeur

UMR 5136 – FRAMESPA

Ce document vous est offert par Université  
Fédérale Toulouse Midi-Pyrénées



### Référence électronique

François Godicheau, « Entre histoire sociale des conflits et histoire des concepts : protestation et ordre public en Espagne dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle », *Les Cahiers de Framespa* [En ligne], 12 | 2013, mis en ligne le 01 février 2013, consulté le 09 octobre 2017. URL : <http://framespa.revues.org/2201> ; DOI : 10.4000/framespa.2201

---

Ce document a été généré automatiquement le 9 octobre 2017.



Les Cahiers de Framespa sont mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# *Entre histoire sociale des conflits et histoire des concepts : protestation et ordre public en Espagne dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle*

*Entre la historia social de los conflictos y la historia de los conceptos: protestación y orden público en España durante el último tercio del siglo XIX*  
*Between social history of conflicts and history of concepts: social protest and public order in Spain during the last three decades of the 19th century*

**François Godicheau**

---

- 1 L'histoire des conflits sociaux dans l'Espagne contemporaine est riche de nombreuses œuvres et d'approches diverses. Le panorama que l'on peut en faire présente cependant une dispersion des directions de recherche, imputable sans doute à une tendance à la naturalisation des catégories de « social » et de « politique », mais aussi des concepts qui renvoient à des réalités très présentes dans les discours du XIX<sup>e</sup> siècle, qu'il s'agisse de grandes notions politiques comme « l'ordre public » ou de figures du désordre comme les « bandits » ou les « anarchistes ». Dans le cadre d'un programme de recherche financé par l'Agence Nationale de la Recherche, « Le renouveau impérial des États ibériques : une globalisation originale ? (1808-1930) » (programme GLOBIBER), une recherche collective est menée sur les questions d'ordre public dans ce contexte de recomposition impériale espagnole ; c'est l'occasion de s'interroger de manière systématique sur les concepts et les catégories de la conflictualité sociale et politique en Espagne contemporaine. L'objet d'histoire que nous proposons part donc d'une interrogation qui combine l'histoire sociale et l'histoire des concepts dans le cadre d'une approche d'histoire connectée ; elle comprend aussi un volet méthodologique organisé autour d'une base de données importante, avec une utilisation complexe conjuguant étude des réseaux et lexicométrie.

## 1. L'historiographie des conflits sociaux entre rénovations et dispersion

- 2 L'historiographie des conflits sociaux en Espagne est essentiellement espagnole, même si quelques hispanistes français et anglo-saxons y ont consacré des ouvrages ; son évolution est cependant marquée par les débats méthodologiques internationaux, en particulier ceux qui se sont développés au sein de la *social history* (qui n'est pas exactement synonyme, on le sait, de l'expression française « d'histoire sociale ») et plus précisément de la *labour history*. Les analyses les plus récentes de son évolution soulignent en outre que les différents tournants et adaptations ont conduit à une relative dispersion des pistes de recherches, à une succession de pratiques et d'objets qui n'a pas été accompagnée d'un débat susceptible de produire une véritable intégration des travaux antérieurs<sup>1</sup>.
- 3 On peut distinguer au moins trois ensembles de productions historiographiques qui communiquent ou débattent assez mal entre eux : l'histoire ouvrière traditionnelle, l'histoire des conflits dans les campagnes et enfin, l'histoire du banditisme rural.
- 4 La première s'est d'abord attachée aux organisations ouvrières, syndicats et partis, et aux dirigeants ouvriers. Elle a été souvent liée au militantisme antifranquiste, d'inspiration essentiellement marxiste – sauf de plus rares auteurs liés au courant libertaire. Son développement se situe surtout dans les années 1960 et 1970. Attachée à la généalogie de la lutte des classes, elle a considéré en priorité la classe ouvrière, sa conscience de classe et les mobilisations qui étaient censées refléter celle-ci, en particulier la grève. Géographiquement, elle a privilégié les régions les plus développées sur le plan industriel – Catalogne, Pays basque et Asturies –, même si des travaux ambitieux ont embrassé l'ensemble du pays, comme l'essai de l'hispaniste Michel Ralle, sur les grèves ouvrières entre 1886 et 1894<sup>2</sup>. Cette veine historiographique, toujours active pour le XX<sup>e</sup> siècle, de la guerre de 1936 à l'époque post-franquiste, l'est beaucoup moins en ce qui concerne le XIX<sup>e</sup> siècle ou la Restauration (1875-1923)<sup>3</sup>.
- 5 Cette historiographie subit de plein fouet les critiques correspondant à la rénovation, sur le plan international, de la *old labor history* : l'histoire ouvrière n'étant pas si ancienne en Espagne et les critiques parvenant avec un certain décalage – mais devenant aussi plus radicales –, l'incorporation à l'agenda des historiens de « la protestation » en général, des mobilisations, des conditions de vie et de travail, etc., a, certes, donné lieu à une production d'un grand intérêt, mais elle a aussi entraîné une grande fragmentation des études<sup>4</sup>.
- 6 Les nouveaux développements de l'histoire ouvrière dans les années 1980 bénéficièrent très largement d'appuis institutionnels, tant nationaux, en particulier celui du ministère du Travail espagnol, que locaux, qui l'aiderent à diversifier ses objets. Cette diversification fut aussi la conséquence des appels à la rénovation méthodologique incarnés par le célèbre article de Manuel Pérez Ledesma et José Alvarez Junco, paru en 1982 : « Historia del movimiento obrero. ¿Una segunda ruptura? ».<sup>5</sup> L'intérêt pour la culture, le langage, le genre, les identités et l'action collective, les relations de travail, les savoirs techniques, la consommation et le marché enrichit considérablement la production historiographique mais accentua la tendance à la dispersion. En outre, au sein de cette production, il est clair que les études sur le XIX<sup>e</sup> siècle se sont faites plus rares et que la rénovation a surtout irrigué l'histoire ouvrière du XX<sup>e</sup> siècle.

- 7 Les recherches sur les conflits ruraux ou sur les formes de protestation qui n'entraient pas dans le schéma classique de la conscience et de la lutte de la classe ouvrière furent très nettement dynamisées par cette vague de rénovation. Les premières études ont été menées à partir de l'intérêt pour l'anarchisme et ont porté sur la conflictualité rurale en Andalousie : les noms de Temma Kaplan (1977), Clara Lida (1972), Antonio María Calero (1976) et, pour la France, Jacques Maurice (1979) sont liés à cet objet et à l'espace intellectuel de l'histoire du mouvement ouvrier<sup>6</sup>.
- 8 Depuis, le champ s'est considérablement élargi et enrichi, avec des approches riches et novatrices, surtout pour le passage de l'Ancien Régime au système libéral ; ces travaux tendent à revenir sur une vision des campagnes comme fortement polarisées entre grands propriétaires d'un côté et paysans pauvres sans terres de l'autre, c'est-à-dire deux « fronts de classe homogènes » pour reprendre la terminologie traditionnelle<sup>7</sup>. Ils soulignent la relative autonomie des espaces locaux dans la configuration des conflits, et ceci, au-delà de la participation électorale, laquelle, même à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, était loin d'être le seul vecteur de politisation<sup>8</sup>. Rares en revanche semblent être les confrontations avec les analyses de l'historiographie classique des années 1970<sup>9</sup>.
- 9 Si l'on se concentre sur le régime de la Restauration, il apparaît rapidement que les émeutes les plus nombreuses étaient liées à la lutte contre l'impôt dit de « *consumos* », prélevé sur les objets de consommation courante, suivies des violences liées à l'évitement du service militaire, mais aussi par celles directement provoquées par des situations de disette. Beaucoup d'autres motifs peuvent être identifiés : demandes de travail de la part d'ouvriers/journaliers inoccupés, actions anticléricales, hostilité envers les horsains, les agents de l'État, opposition à l'introduction de machines agricoles, résistance à la désamortisation, occupations de terres, protestations contre la mauvaise qualité des produits, pour la cherté des loyers, etc. Il faut aussi tenir compte de toutes les modalités de résistance, individuelles et collectives, du vol (de bétail, de grains, de bois) à l'incendie (plus ou moins accidentel, touchant les *cortijos* ou les récoltes) qui ne laissèrent pas de trace dans la documentation qui nous est parvenue.
- 10 Les protestations contre la cherté du pain reproduisaient des modalités connues depuis l'Ancien Régime : demandes aux autorités pour qu'elles fassent baisser les prix, assauts aux minoteries, boulangeries ou convois, et de plus rares attaques à des individus considérés comme responsables (spéculateurs). La violence était majoritairement exercée contre les choses. Les protestations contre les « *consumos* », étaient assez ritualisées, avec incendies de *casetas* la plupart du temps, agressions aux gardes chargés du prélèvement, manifestations devant les autorités (jusqu'à la réforme de cette taxe en 1911). Quant aux protestations contre le service militaire, elles n'étaient que la partie visible de l'iceberg d'une résistance multiforme. Peu de travaux existent sur ces conflits considérés dans leur cadre national, en dehors de ceux de Carlos Serrano, en particulier sur le refus du service militaire<sup>10</sup>. On peut y ajouter plusieurs articles dont ceux de l'historien de la fiscalité Rafael Vallejo Pousada sur les émeutes de « *consumo* »<sup>11</sup>.
- 11 Miguel Gómez Oliver propose un classement des conflits ruraux en trois grands ensembles : en premier lieu les « conflits entre égaux » liés à l'usage et à la répartition des ressources locales, puis les conflits impliquant une hiérarchisation des acteurs, comme les luttes autour des formes de propriété traditionnelle (hiérarchisation quelquefois relativisée par des alliances complexes entre sous groupes) et enfin les conflits liés à l'action de l'État et au développement du marché (répartition de la charge fiscale, recrutement des armées, gestion des biens publics).

- 12 Il reste que ce classement ne peut occulter le fait que souvent, dans les cas concrets de conflits, on trouve deux, voire les trois, ensembles de tensions identifiés<sup>12</sup>. En outre, un tel classement, tributaire d'un regard centré sur le dernier tiers du siècle, n'intègre pas la diversité des situations régionales telle qu'elle apparaît dans les études sur le passage de l'Ancien Régime à la révolution libérale, diversité qui influa nécessairement sur le développement des conflits sous la Restauration : la plus ou moins grande cohésion de l'oligarchie, les liens possibles entre mobilisations populaires et une partie de celle-ci, la possibilité que les plus pauvres aient pu bénéficier de la répartition des biens communaux, comme dans la Haute Andalousie, autant d'éléments incitant à la prudence et laissant à penser que ces questions sont encore très largement en chantier. En attendant, ce que nous montrent les études régionales les plus fouillées et ce que nous constatons dans les archives de l'ordre public (cf. *infra*) est qu'au-delà des typifications, la plupart des conflits entreraient dans plusieurs catégories, mêlant problématiques politiques locales liées aux élections (*bandos caciquiles*), « *consumos* », conflits autour de la terre, etc.
- 13 De bonnes études régionales existent donc sur la conflictualité sous la Restauration et elles projettent un regard global sur la politisation des campagnes. Elles sont toutefois limitées chronologiquement à la période postérieure à l'instauration du suffrage universel masculin en 1890, sauf une, qui nous semble exemplaire des démarches les plus récentes, écrite par Óscar Bascuñán Añover sur la Nouvelle Castille ou *Castilla-La Mancha*<sup>13</sup>. Ces travaux s'attachent aux conflits ruraux pour démontrer que le système du caciquisme ne signifiait pas que les campagnes étaient frappées d'immobilisme politique, terres de silence et de fatalisme marquées de temps à autre par des explosions qualifiées d'irrationnelles ou de « prépolitiques ». Dans son livre, Óscar Bascuñán Añover utilise les outils de la sociologie historique développés par Charles Tilly et Sidney Tarrow pour, à la fois, contester l'analyse d'Eric Hobsbawm sur le caractère « prépolitique » de la révolte dans les campagnes, et pour analyser comme un système l'ensemble des différents répertoires d'action de ceux qui protestent, répertoires qui vont des pratiques illégales presque quotidiennes liées à la survie des plus pauvres, jusqu'aux émeutes et autres actions violentes, en passant par les mobilisations plus modernes parallèles au développement du mouvement syndical. L'affaiblissement progressif du système « *caciquil* », autour duquel beaucoup de conflits tournaient au début de la période, et l'éloignement progressif des plus modestes vis à vis de la politique municipale, est concomitante d'une relative prolétarianisation des paysans (liées au développement de la vigne, puis à la crise qui frappe ce secteur) et au développement de l'associationisme ouvrier quelques années avant la fin du siècle, le tout provoquant ce qu'Óscar Bascuñán appelle « d'importantes fractures sociales »<sup>14</sup>.
- 14 Un objet échappe cependant à toutes les rénovations que nous avons évoquées à propos des deux premiers ensembles historiographiques : le banditisme rural. Cette absence est d'autant plus remarquable qu'elle contraste avec le profond intérêt que les historiens de Cuba lui ont porté, pour la même période, en l'intégrant à l'étude générale des conflits sous la Restauration<sup>15</sup>. La réticence à cautionner le raisonnement d'Hobsbawm (ou ses choix lexicaux) et la permanence d'un regard romantique sur le phénomène expliquent peut-être ce décalage entre les deux espaces de l'État espagnol<sup>16</sup>. D'après Gutmaro Gómez Bravo<sup>17</sup>, auteur d'une thèse sur les crimes et la justice au XIX<sup>e</sup> siècle, l'historiographie sur la question est marquée par l'imagerie littéraire, et en particulier romantique, qui s'est concentrée sur les figures individuelles, en particulier pour les bandits du début du XIX<sup>e</sup>

siècle. Pourtant, il est aussi question de bandits dans les années 1870 et 1880, et la lecture des souvenirs du gouverneur civil de Cordoue, Julián Zugasti, laisse entrevoir l'importance et la complexité du phénomène<sup>18</sup>. À cette époque, le romantisme n'est plus de mise et ce retour du phénomène du banditisme n'a pas fait l'objet, à notre connaissance, d'une véritable recherche qui explore les liens pouvant exister avec la protestation rurale en général et l'évolution de ses formes. La complexité de l'objet vient aussi sans doute du fait que le mythe et la réalité se mêlaient, au moment même où se développait le phénomène, que ce soit dès 1808-1814 ou pendant le *Sexenio* et la Restauration. Gutmaro Gómez Bravo compare les rapports entre banditisme et organisation politique dans le cas espagnol avec les rapports du non-conformisme religieux avec le politique dans le cas anglais (tels que décrits par Edward Palmer Thompson), en observant que le développement de ces formes de courants, ou formes de conflits, coïncide avec les périodes d'exclusion et de négation de tout espace politique alternatif et avec leur recul aux moments d'ouverture relative du système politique.<sup>19</sup>

- 15 Cette piste intéressante nous renvoie à un problème plus vaste, celui de la distinction, construite à l'époque, entre ce qui était politique et ce qui ne l'était pas. Dans les différentes versions du code pénal espagnol, par exemple, entre celui de 1822, celui de 1830 et celui de 1848, le banditisme pouvait être inclus, ou pas, dans la catégorie des crimes contre l'ordre public, c'est-à-dire des crimes politiques. Cette question, comme celle, plus générale, de la politisation, est donc, en définitive, celle des limites du politique et nous met sur la voie de l'exploration des catégories en usage aux époques considérées, catégories qui relevaient des représentations mais étaient aussi dotées d'une efficacité concrète.

## 2. Identifier et qualifier les conflits : le problème des catégories au cœur de l'objet de recherche

- 16 L'absence de débat entre certains champs historiographiques est sans doute liée, entre autres raisons déjà signalées, au fait que les catégories principales du questionnement des historiens ont depuis longtemps dessiné des territoires pourvus de leurs propres débats, règles, traditions, etc. Le choix même de qualifier de sociaux ou de politiques les conflits est devenu un enjeu intellectuel à certaines époques : la préférence d'Álvarez Junco et Pérez Ledesma pour conflits ou mouvements « sociaux » au lieu « d'ouvriers », permettait d'élargir considérablement le champ tout en offrant une issue pour sortir des schémas du retard espagnol. Cette dernière question a aussi joué un rôle important dans l'appréciation de la qualification par Hobsbawm de certaines révoltes comme « pré-politiques » ou « primitives ». Pour l'auteur anglais, on le sait, à l'époque où il écrivait, il s'agissait d'incorporer au menu de l'historien marxiste des conflits auparavant négligés car échappant à l'expression politique ouvrière classique, avec partis et syndicats. Mais la hiérarchisation induite par cette catégorie a fini par poser plus de problèmes à certains historiens travaillant sur l'Espagne qui ont préféré discuter de la politisation des campagnes en lien avec les débats français et italiens. Plusieurs angles morts en ont cependant résulté : d'abord l'isolement dans lequel est restée l'étude du banditisme rural, ensuite, la concentration des travaux sur deux périodes mal reliées entre elles, celle qui va du milieu du XVIII<sup>e</sup> à la fin de la première guerre carliste, et celle qui part des années 1890, l'une et l'autre ne partageant pas, en réalité, la même définition de politique ou politisation<sup>20</sup>.

- 17 Or, les cinquante ans qui séparent la victoire du libéralisme en 1840 de l'instauration du suffrage universel masculin en 1890 sont d'une importance capitale pour ce qui nous occupe : au-delà même des premiers développements de l'industrie et donc d'un monde ouvrier nouveau, avec des premières grèves importantes en 1855, les conflits entre le pouvoir et le mouvement populaire et démocratique sont de plus en plus intenses à partir de la régence d'Espartero (1840-1843) et jusqu'au *Sexenio revolucionario*, acmé conflictuel du XIX<sup>e</sup> siècle libéral espagnol. Enfin, c'est précisément entre 1875 et 1890 que la Restauration canoviste régularise ses modes d'intervention face au « désordre ». Cette période est aussi celle qui voit la première application du code pénal espagnol à partir de 1848 et l'élaboration et la proclamation des premières lois dites d'ordre public (1867 et 1870).
- 18 Au sein d'un champ du contemporain où la naturalisation des catégories de politique et de social est permanente, le débat ne semble intéresser que les historiens marqués par les préoccupations d'un Maurice Aghulon et qui tentent d'appliquer à l'Espagne sa compréhension de la politisation. Pour éviter les problèmes d'identification d'un « retard national », problèmes liés à l'utilisation de définitions univoques ou étroites de « politique », ou de grilles de lecture opposant répertoires traditionnels et modernes de la protestation, anciens et nouveaux, etc., il faut considérer les catégories, et en particulier celle de « politique » comme des enjeux importants, et pas seulement pour nous historiens, mais peut-être surtout aux époques considérées<sup>21</sup>.
- 19 D'après Ramón Villares, une des questions centrales dans ce débat serait celle du jeu d'influences réciproques entre la politique nationale moderne et les cultures politiques antérieures<sup>22</sup>. Dans ce jeu d'influence, il faut aussi considérer le poids de l'intervention de l'État et ses modalités ; or, nous avons affaire à un État à la fois faible et interventionniste. Cela justifie pour nous l'intérêt porté à l'institution qui incarne ce centralisme, la Garde civile, souvent seule présence directe de l'appareil administratif central dans les localités. Enfin, dans l'étude de la politisation et en particulier de celle des campagnes, il faut remarquer qu'aux démarches partant de l'étude de la politique moderne, étatique, et d'échelles macro, s'ajouteraient pour les questionner, celles qu'Alain Corbin appelaient de ses vœux dans le colloque déjà évoqué, pour que l'étude de ces jeux d'influences soit véritablement menée à bien. Aux tensions dans la définition des catégories du social et du politique par les acteurs, s'ajoutent donc celles qui existent entre les différents échelons géographiques et qui se marquent par le centralisme de l'État et les jeux d'influences entre détenteurs du pouvoir. C'est cette combinaison dynamique qu'il s'agit pour nous de saisir.
- 20 On a compris que l'important n'est pas de se munir de conceptions les plus ouvertes possibles de ce qui est « social » ou « politique » (au risque que les deux finissent par recouvrir plus ou moins les mêmes phénomènes et perdent toute valeur heuristique), mais de travailler sur les catégories de l'époque, les cadres conceptuels des acteurs, individuels, collectifs, institutionnels. Incorporer l'histoire des concepts à l'agenda de l'étude des conflits sociaux et politiques permet, en premier lieu, de prêter attention aux discontinuités dans ce domaine précis des conceptions du social et du politique, et de ne plus souffrir en tentant de rendre compte d'évolutions identifiées à partir de concepts naturalisés, a-historiques, comme celui de « violence politique ». Les efforts de certains auteurs pour faire de la « violence politique » un concept opératoire, c'est-à-dire un instrument de précision, une sorte de scalpel pour historiens, sont sans doute nécessaires, mais ils n'enlèvent rien au fait que le succès de cette thématique dans l'histoire

contemporaine de l'Espagne est lié aux problèmes posés par la persistance du terrorisme d'ETA en plein régime démocratique, ce qui donne le plus souvent des publications aux accents fortement téléologiques, sur l'air de « *de aquellos polvos vinieron estos lodos* »<sup>23</sup>.

- 21 Outre le danger de la téléologie, le second problème lié à la catégorie de « violence politique » est qu'elle pousse à ne considérer qu'à la marge la question de la perception, la question des représentations de cette violence par les acteurs eux-mêmes. Or, les attitudes des acteurs, tant depuis la protestation que depuis les politiques publiques, sont fortement déterminées par ces représentations : l'histoire de la Révolution française pèse lourdement sur les attitudes face à la mobilisation populaire dès 1808 ; les journées de juin 1848 en France et, plus largement, le « printemps des peuples » sont présents à l'esprit des libéraux de toutes obédiences lors de la conjoncture très sensible de 1854-1855 ; le couple Commune de Paris-révolution cantonaliste conditionne fortement la réponse à la protestation sociale et politique des deux décennies suivantes et est au cœur de la lecture faite par les contemporains de l'affaire de la *Mano Negra* en 1883 ou des « événements de Jerez » en 1892 ; les lois anti-anarchistes de 1894 et 1896 et la campagne internationale contre les tortures infligées à la prison de Montjuich, dans les dernières années du siècle, ou la loi sur les juridictions de 1906, font des questions d'opinion relatives à la protestation et à la répression un enjeu politique central, en particulier du fait de la sensibilité croissante des militaires (y compris les Gardes civils) à leur image publique. La perception de la violence comme telle – et la possibilité ou non de la qualifier « légitimement » de politique aux yeux des divers acteurs – est donc un élément central du problème, inséparable, par ailleurs, de la question de la circulation de ces représentations.
- 22 Notre démarche consiste donc à situer au cœur de l'objet de recherche les catégories que nous rencontrons, telles que nous les rencontrons dans la documentation : celles de l'ordre public par exemple, notion à l'histoire tout à fait particulière et originale en Espagne, et toutes les notions qui forment avec celle-ci une constellation : « *desórdenes públicos* », « *orden social* », « *guerra civil* », « *vínculos sociales* », « *opinión pública* », « *anarquía* », etc.<sup>24</sup>. Les vocables utilisés, même s'ils sont proches les uns des autres quant à leurs significations, comme « *rebelión* », « *motín* », « *sedición* », « *bullicio* », plus génériques comme « *manifestación* » ou spécialisés comme « *huelga* » doivent être étudiés à la fois à partir de leurs emplois concrets, mais aussi en relation avec les catégories plus importantes mais dont l'évolution est décisive pour le siècle, comme la notion même de « société »<sup>25</sup>.
- 23 L'étude de la « guerre civile » et de « l'ordre public » comme figures de l'ordre et du désordre montre à quel point ces deux expressions, plus que des notions conceptuelles, sont importantes par leur fonction, agissant comme des pôles qui servent à situer les acteurs politiques, adversaires, alliés, amis ou ennemis. L'observation selon laquelle ces deux éléments fonctionnent comme un couple majeur dans l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle espagnol ne relève pas seulement du constat, de la lecture de la chronique politique, mais renvoie à quelque chose de plus profond, qui a trait à la définition de l'ordre social et politique. Ainsi, le fait que les problèmes d'ordre public tendent à se présenter sous la forme d'une guerre permanente de très faible intensité, avec une définition des figures du désordre comme des figures ennemies et le sentiment d'une grande fragilité de l'ordre social est en soi significatif. Cela tendrait à adosser l'étude de la conflictualité à une recherche sur l'ordre social comme problème plutôt qu'à une question de militarisme ou de militarisation (de l'État, de l'ordre public), thématiques objet de nombreux travaux qui

donnent l'impression soit d'une fatalité remontant au centralisme bourbonien, soit d'un « échec » du libéralisme espagnol.

- 24 Notre objet est donc à la fois le conflit et la conflictualité, les conflits sociaux et politiques sous la Restauration, mais aussi l'évolution des catégories et des concepts permettant de dire le conflit, sa résolution (ou son caractère insoluble) et de parler de ses acteurs. Cela implique, comme on s'en doute, de considérer, au moins pour la partie d'histoire des concepts, une chronologie plus large que la seule Restauration : les années 1870 sont en effet une période de transition, d'élaboration de nouveaux langages – réalisée surtout au cours du *Sexenio revolucionario* mais actualisée à partir de 1875 – ; la question du banditisme, par exemple, (qu'on le qualifie ou non de « social ») nécessite d'envisager les années 1830 ; l'opposition aux « *consumos* », de revenir aux premières années de l'application de la loi, la décennie de 1850 ; les caractères de la Garde Civile obligent à considérer son développement depuis sa création en 1844. Sans prétendre embrasser tout le siècle, ce qui poserait des problèmes très importants de documentation (mais pas seulement), il importe donc de faire retour sur ces catégories, ces figures et certaines pratiques, pour voir quelle est vraiment la situation de départ en 1875 : de quel ordre s'agit-il ? Quelle est la perception des protestations et comment celle-ci influe-t-elle sur les protestations elles-mêmes (étant entendu que les questions d'identité, de statut, et de leur défense ont une grande importance dans le déclenchement des protestations, comme nous l'ont montré les travaux inspirés de Sidney Tarrow) ?
- 25 À présent, quel est l'espace géographique d'élaboration de ces catégories, d'évolution de ces cadres conceptuels ou de ces vocabulaires ? La recherche au sein du projet ANR « GLOBIBER » (« Le renouveau impérial des États ibériques : une globalisation originale ? (1808-1930) », 2011-2013) nous amène à nous intéresser aux circulations entre les espaces ultramarins (Cuba et Puerto Rico) et la métropole ibérique : l'étude de la construction de l'État en Espagne y est en effet envisagée à partir de la recomposition impériale vécue au lendemain des indépendances américaines. Cela signifie que les cadres conceptuels qui disent l'ordre social ou politique national sont atlantiques, tout autant que les institutions (au premier rang desquelles l'armée et les forces de sécurité comme la Garde civile) et les jeux d'intérêts économiques. La circulation des personnels militaires, des pratiques, des figures sociales, des conceptions de la guerre et de l'ordre est très importante, en particulier entre Cuba et la métropole, et si la grande île apparaît quelquefois comme présentant des situations extrêmes, radicales, elle peut sans doute être un point d'observation clef pour comprendre l'évolution de la conflictualité et de l'ordre public en métropole<sup>26</sup>.
- 26 Ce travail, cette ouverture au-delà des limites de l'Espagne péninsulaire ne doit pas cependant ignorer une autre échelle de circulations à la fois des acteurs, des informations et des pratiques, au-delà des espaces ibériques. La chance de notre projet est que les histoires atlantiques ou impériales se développent et permettent des débats avec d'autres chercheurs intéressés, par exemple, par la circulation des concepts en général, mais aussi par celle des révolutionnaires (au lendemain des Communes de 1871), des informations (révolutions de 1848, Commune, attentats anarchistes de la décennie 1890), des savoirs et des modèles policiers.

### 3. Combiner l'étude des conflits et des catégories à partir d'une base de données

- 27 Cette recherche, menée dans le cadre du projet GLOBIBER, s'organise suivant plusieurs chantiers et met en jeu des ensembles documentaires variés. Un des chantiers principaux, au cœur de l'activité collective – laquelle combine plusieurs réseaux : le réseau GLOBIBER proprement dit mais aussi un réseau important d'histoire des concepts –, est le travail avec la base de données FICHOZ (cf. article d'Alvaro Chaparro Sainz dans ce même numéro). Un ensemble documentaire important et doté d'une belle cohérence a fourni le point de départ de la tentative de traitement systématique de l'information dont il va être question à présent : aux Archives Militaires de Madrid, un fond intitulé « *Orden Público* » regroupe plusieurs centaines de dossiers de correspondance entre les autorités chargées de l'ordre public localement, avec au premier chef les Capitaines généraux, et le pouvoir central, c'est-à-dire avant tout le ministère de la Guerre (mais aussi celui de Gobernación, d'Estado et la Présidence du Conseil des ministres). Ces dossiers, dont l'épaisseur varie entre quelques feuillets, le plus souvent, et plusieurs centaines, plus rarement, se composent de télégrammes, de conférences télégraphiques, de lettres manuscrites, de rapports d'intervention, de listes de prisonniers, d'extraits de procès, etc. L'intérêt qu'ils présentent est de permettre d'appréhender aussi bien les pratiques du rétablissement de l'ordre que les conceptions qui président à ces pratiques (identification des figures du désordre, définitions des principaux termes en jeu entre ordre et désordre), ce qui complète avantageusement les textes abordés habituellement pour étudier l'évolution des langages politiques et des représentations : presse, essais, débats parlementaires, législation, codification juridique, etc.
- 28 Le traitement de cette documentation à travers la base de données FICHOZ a un objectif complexe. Il s'agit de mesurer l'évolution des vocabulaires de l'ordre, et donc des catégories qui disent le conflit, le désordre, tout au long de la chronologie envisagée, en les mettant en rapport avec la qualité des conflits (formes, motifs qu'on y retrouve, souvent hétérogènes) et les modalités d'intervention des forces armées : trois pôles à mettre en relation en tenant compte des jeux d'échelles entre le local (et le verbe des officiers de base), l'échelon régional, et l'échelon national, voire international. L'hypothèse principale est que les vocabulaires et les pratiques construisent de façon spéculaire des figures de l'ordre et du désordre : l'idée d'une relation spéculaire, donc inter-dépendante, entre ces figures ne va pas ici sans la prise en considération du haut degré de performativité des mots utilisés par les autorités militaires et judiciaires.
- 29 La méthode consiste à utiliser les diverses dimensions de la base de données FICHOZ, c'est-à-dire non seulement à créer et mettre en relation des informations sur des acteurs et leurs actions, mais aussi à adjoindre à celles-ci les textes qui leur correspondent (un télégramme, une lettre, une proclamation), et même à coder les actions référencées de façon régulière dans la documentation. On obtient ainsi une base de textes reliés à des acteurs eux-mêmes reliés en réseaux, certains de ces réseaux professionnels pouvant être combinés avec des généalogies. On pourra à terme interroger la base sur l'évolution combinée de tel ou tel vocable en cherchant les variations non seulement en fonction des échelons hiérarchiques, mais aussi en fonction des différents réseaux professionnels ou même des réseaux liés aux intérêts économiques de grands familles.

- 30 Notre démarche, qui nécessite un très lourd investissement de travail pour la saisie (d'où son caractère nécessairement collectif et contributif) doit aussi, pour interroger de manière conjointe des ensembles textuels et des données relationnelles, combiner une exploitation par un logiciel d'analyse de réseaux et d'un logiciel permettant de coder des mots et des expressions et leurs emplois conjoints, voisins, etc. Mais ce travail doit être mené conjointement à une approche plus traditionnelle, voire même manuelle et impressionniste, liée à la fréquentation des textes, à leur analyse minutieuse : il est évident que ce n'est qu'à partir de l'étude poussée de certains dossiers que l'on pourra dégager des hypothèses fines sur l'articulation de vocables et de situations ou d'actions, hypothèses nécessaires à l'interrogation systématique des données.
- 31 On pourra partir, par exemple, d'une première recherche menée sur la figure de l'anarchiste à partir de la presse des années 1880 à 1900 et d'un dossier judiciaire important, appartenant au fond « ordre public » de l'AHM et concernant le « procès de Montjuich », c'est-à-dire le procès contre les auteurs présumés de l'attentat de la rue Cambios Nuevos à Barcelone en 1896<sup>27</sup>. Il apparaît que c'est seulement à partir des attentats des années 1890 que le mot anarchiste commence à renvoyer à un groupe spécifique de révolutionnaires liés aux théoriciens que nous associons aujourd'hui à ce courant. Il ne se dégage que très lentement du sens et de l'usage qui se sont développés tout au long du siècle et qui en faisaient d'abord une insulte, un moyen de disqualification politique et morale, plutôt que le signe d'une réalité bien identifiée. « Anarchiste » renvoyait à « libéral exalté » et à « démocrate » en ce que ceux-ci étaient accusés de manipuler la plèbe pour la lancer à l'assaut de la monarchie et du pouvoir des libéraux « modérés ». La confusion permanente ou l'usage indifférencié de « socialiste » et « anarchiste » jusqu'à la toute fin du siècle dans les correspondances que nous étudions sera donc l'objet d'une analyse systématique pour savoir comment la figure qui émerge à travers la presse et des monographies consacrées à ce « phénomène » apparaît ou pas et donne lieu ou non à des dispositifs particuliers au sein des forces de l'ordre.
- 32 De même, on pourra étudier l'évolution du rapport, tout au long de la Restauration, entre la figure de l'ouvrier considéré individuellement et souvent de manière positive et celle de la « masse ouvrière » ou des ouvriers en rapport avec les « agitateurs » d'une part, et avec la « société » de l'autre. Le basculement du regard sur les ouvriers n'a certes pas commencé en 1875, et on s'appuiera sur l'état des lieux dressé par María Paz Battaner Arias pour la période du *sexenio*<sup>28</sup>. Cette interrogation sera menée parallèlement à celle portant sur le périmètre de l'espace public selon les militaires, à partir de leur utilisation des expressions « espace public », « tranquillité publique », « ordre public » ou tout simplement de « *el público* ».
- 33 Outre la magnitude du travail de saisie, difficulté qui peut être réduite par le découpage de la documentation en blocs régionaux – nous avons par exemple commencé par l'Andalousie et poursuivons avec la Catalogne –, d'autres problèmes sont bien évidemment posés : d'après les estimations que nous avons pu réaliser grâce à l'aide de certains auteurs de monographies régionales, cette documentation de l'AHM de Madrid ne couvrirait qu'un cinquième des conflits de l'époque. Cette découverte nous a amenés à écarter l'objectif d'une cartographie des mouvements de troupes et interventions qui aurait eu son intérêt si nous avions pu faire en même temps une cartographie relativement complète de la conflictualité<sup>29</sup>. Autre difficulté : la nécessité de réaliser en parallèle un travail sur une documentation plus large et liée à l'expression dans l'espace public, la presse et les débats parlementaires. La disponibilité d'une partie très importante

de la presse du XIX<sup>e</sup> sous forme digitalisée (avec reconnaissance de caractère), notamment sur le site de la Bibliothèque Nationale d'Espagne, et le fait que les débats tant des *Cortes* que du Sénat soient accessibles sous forme là aussi digitale, permet d'envisager des enquêtes ponctuelles. Ce travail est déjà en cours pour les mots « anarchie/anarchiste » et « ordre public » ; il sera complété par d'autres sur quelques termes choisis (« *filibustero* », « *latrofacioso* », « *bandidos* », « *vagos y maleantes* », etc.)

- 34 Les deux derniers problèmes ne sont pas les moindres et sont liés aux questions documentaires : pour Cuba, nous ne disposons pas du même type de documentation que pour l'Espagne péninsulaire (il n'y a que pour Puerto Rico que nous en disposons). Pour avoir une documentation de même type, nous devons avoir recours aux procès des tribunaux militaires, accessibles aux archives militaires de Ségovie, mais trop nombreux pour envisager un traitement systématique. Enfin, le principal problème de nos sources est qu'elles permettent rarement d'accéder aux mots et aux catégories de ceux à qui s'appliquent les politiques d'ordre, ce qui nous prive d'un des éléments principaux de l'évolution des cadres linguistiques. Là encore, la solution est peut-être dans l'utilisation des archives judiciaires qui pour l'instant n'en est qu'à ses débuts dans notre projet.

## Conclusion

- 35 En conclusion, on doit se montrer prudent sur les résultats attendus à partir de cette recherche. Si l'approche en termes d'histoire des concepts peut donner des fruits très intéressants pour l'étude de la protestation sociale et des réponses étatiques, le travail consistant à combiner une approche par les réseaux et l'étude du vocabulaire à partir des données stockées dans la base FICHOZ est relativement expérimental et va nous obliger, au passage, à adapter les fonctions de certains programmes ou plutôt à demander à leurs développeurs de répondre à nos besoins. L'ambition d'un traitement de grandes quantités de textes dans un esprit d'histoire des concepts est aussi appuyée sur l'existence de différents projets, en France et dans d'autres pays d'Europe, comme le Très Grand Équipement Adonis. Pour le moment, l'avantage de notre démarche me semble résider aussi dans l'obligation qu'elle nous fait de travailler collectivement : non seulement notre approche d'une thématique classique bénéficie de l'existence d'outils de recherche modernes, ce qui implique la conformation d'un objet et un travail à réaliser, qui dépassent les forces d'un seul chercheur, mais ce n'est pas uniquement sur le plan de la coopération technique que le collectif est important : nous ne travaillons pas sur des chantiers parallèles mais de façon véritablement intégrée, et l'expérience de deux campagnes d'archives menées à plusieurs à Madrid et à Cuba nous a montré que nos échanges étaient aussi indispensables pour l'élaboration des hypothèses. Le plaisir tiré de cette coopération très active apporte un supplément de motivation pour œuvrer dans la direction décrite ici.

---

## NOTES

1. Voir, en particulier, l'article très éclairant et nuancé d'Ángeles Barrio Alonso, «Historia obrera en los noventa: tradición y modernidad», *Historia Social*, 37, 2000, p. 143-160. Plus pessimiste ou radical : «Protesta popular y movimientos sociales en la Restauración: los frutos de la ruptura», *Historia Social*, n° 23, 1995, p. 121-135.
2. «Las Huelgas antes y despues del 1 de Mayo: los conflictos españoles entre 1886-1894: la irrupcion de la fiesta del trabajo», *Estudios de historia social*, n° 54-55, enero-diciembre 1991, p. 7-135. Signalons aussi la thèse de ce collègue, malheureusement non publiée dans son intégralité, sur « Les socialistes espagnols : 1870-1902 », 3 vols., Bordeaux, dir. Joseph Pérez, 1992.
3. Il y a bien sûr des exceptions, témoin cet article d'Alejandro Andreassi, professeur à l'Université Autonome de Barcelone, publié en 1997 : «La conflictividad laboral en Cataluña a comienzos del siglo xx: sus causas», *Historia Social*, n° 29, p. 21-43.
4. Ángeles Barrio, art.cit., p. 147-148. Selon Gil Andrés (art. cit., p. 129), dès la fin des années 1970, l'influence d'historiens britanniques comme Edward P. Thompson, Eric Hobsbawm, Georges Rudé ou Christopher Hill et leur critique de l'approche marxiste orthodoxe et des théories de la modernisation commença a se faire sentir en Espagne et, en 1982, l'article resté célèbre de José Álvarez Junco et Manuel Pérez Ledesma proposa de considérer comme un tout les « mouvements sociaux », qu'ils soient urbains, ouvriers et révolutionnaires ou tout simplement populaires, comme certains mouvements carlistes ou républicains, les émeutes de subsistance ou antifiscales, et toutes les autres formes de protestation.
5. *Revista de Occidente*, n° 12, 1982, p. 19-42.
6. L'espace de ces débats fut par excellence la très belle revue *Estudios de Historia Social* (1977-1991). Pour les auteurs cités : Clara E. Lida, *La Mano Negra*, Madrid, Zero, 1972 ; Antonio María Calero, *Movimientos sociales en Andalucía (1820-1936)*, Madrid, Siglo XXI, 1976 ; Temma Kaplan, *Orígenes sociales del anarquismo en Andalucía*, Barcelona, Crítica, 1977 ; Jacques Maurice, « Campesinos de Jerez (1902-1933) », *Estudios de Historia Social*, n° 10-11, 1979, p. 61-114.
7. Cette richesse apparaît très clairement à travers les revues *Historia Agraria* (<http://www.historiaagraria.com/numeros.php>) et surtout *Noticario de historia agraria* (1991-1997). Une synthèse éclairante dans Jesús Millán y García Varela, « Poderes locales, conflictividad y cambio social en la España agraria. Del Antiguo Régimen a la sociedad burguesa », *Noticario de historia agraria*, n° 6, 1993, p. 25-36.
8. Jesús Millán y García Varela, « La herencia política de la revolución liberal en la sociedad agraria española », dans *La politisation des campagnes au XIX<sup>e</sup> siècle. France, Italie, Espagne et Portugal*, Actes du Colloque international de Rome, 20-22 février 1997, Rome, École Française de Rome, 2000, p.259-286.
9. À ce propos, le commentaire de Miguel Gómez Oliver, rapporteur d'un congrès sur la conflictualité rurale tenu à Baeza en 1995, souligne, dans sa dureté, le fait que le « progrès historiographique » a représenté l'abandon des objets « classiques », ce qui peut être interprété, là aussi, comme une dispersion : « *Por cierto, una de las cosas que más agradece este relator ha sido la inexistencia de comunicaciones que nos cuenten huelguistas, número de afiliados a sindicatos y otras zarandajas al uso en sesiones sobre conflictividad campesina. Como también agradece que no nos hayan mareado con el mito del buen anarquista o socialista entregado a la causa, predicando por los campos aragoneses o andaluces. Sin embargo, resulta un poco chocante la absoluta ausencia de trabajos sobre las nuevas organizaciones campesinas, sus tácticas y objetivos de lucha, ligados como están al cambio de situación que supone la salida a la crisis agraria finisecular, otra de las más importantes transformaciones*

*socioeconómicas de la agricultura española contemporánea* ». Seule une contribution fait exception, celle d'Enrique Montañez Primicia, « Mercado de trabajo, conflicto rural y sindicalismo campesino. Jerez de la Frontera, 1880-1923 », *Noticario de Historia agraria*, n° 13, 1997, p. 143-164, *Noticario de Historia agraria*, n° 12, 1996, p. 51-52.

10. Carlos Serrano, *Final de Imperio: España 1895-1898*, Madrid, Siglo XXI, 1984 et *Le tour du peuple*, Madrid, Bibliothèque de la Casa de Velázquez, 1987. À compléter par la thèse d'Albino Feijóo Gómez, *Quintas y protesta social en el siglo XIX*, Madrid, Ministerio de Defensa, 1996.

11. «Pervivencia de las formas tradicionales de protesta: los motines de 1892», *Historia Social*, n° 8, 1990, p. 3-27 ; et surtout «El impuesto de consumos y la resistencia antifiscal en la España de la segunda mitad del siglo XIX: un impuesto no exclusivamente urbano», *Revista de Historia Económica*, 14/2, 1996, p. 339-370.

12. Classement et remarque postérieure dans Miguel Gómez Oliver, art. cit., p. 50.

13. *Protesta y supervivencia. Movilización y desorden en una sociedad rural: Castilla-La Mancha*, Valencia, UNED-Biblioteca de Historia Social, 2008. On retiendra, pour les autres études régionales, celles de Carlos Gil Andrés, *Echarse a la calle: amotinados, huelguistas y revolucionarios (La Rioja, 1890-1936)*, Zaragoza, Prensas Universitarias de Zaragoza, 2000 ; Salvador Cruz Artacho, *Caciquismo y campesinos. Poder político, modernización agraria y conflictividad rural en Granada (1890-1923)*, Córdoba, Ediciones Libertarias-Ayuntamiento de Córdoba, 1994 ; et Víctor Lucea Ayala, *Rebeldes y Amotinados. Protesta popular y resistencia campesina en Zaragoza (1890-1905)*, Zaragoza, Prensas Universitarias de Zaragoza, 2005. Le fait que les historiens aient moins traité du début de la Restauration est lié à la plus grande disponibilité des sources, en particulier du développement des journaux locaux ou régionaux, à partir des dernières années du siècle.

14. Óscar Bascuñán Añover, «Caciquismo, cambio social y conflicto en la Restauración», dans *Historia agraria de Castilla-La Mancha. Siglos XIX-XX*, Ángel Ramón del Valle Calzado (coord.), Ciudad Real, Almad Ediciones de Castilla-La Mancha, 2010, p. 208.

15. Cf. Louis A. Pérez, *Lords of the Mountain. Social Banditry and Peasant Protest in Cuba (1878-1918)*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1989; Rosalie Schwartz, *Lawless Liberators. Political Banditry and Cuban Independence*, Durham and London, Duke University Press, 1989; Manuel de Paz Sánchez, José Fernández Fernández et Nelson López Novegil, *El bandolerismo en Cuba (1800-1933): presencia canaria y protesta rural*, La Laguna, Centro de la Cultura Popular Canaria, 1993. Imilcy Balboa Navarro, *La protesta rural en Cuba: resistencia cotidiana, bandolerismo y revolución (1878-1902)*, Madrid, CSIC, 2003.

16. Les thèses classiques d'Éric Hobsbawm sont toujours reçues en Espagne, même si fortement critiquées (le formalisme de la notion de révolte primitive est resitué dans le contexte intellectuel et le projet politique qu'avait l'auteur à l'époque), et le banditisme est toujours considéré comme une contestation sociale, mais aussi politique, sans pourtant que de grandes nouveautés soient apparues depuis plus de trente ans. Cf. Manuel González de la Molina, «Los mitos de la modernidad y la protesta campesina. A propósito de «Rebeldes primitivos» de Éric J. Hobsbawm», *Historia Social*, n° 25, 1993, p. 113-157.

17. «Crimen y castigo: cárceles, delito y violencia en la España del siglo XIX», thèse de doctorat, Université Complutense de Madrid, dir. Julio Aróstegui Sánchez, 2004, p. 243.

18. Nommé en plein *sexenio* pour éradiquer le banditisme dans la province de Cordoue, il bénéficia d'une importante continuité, fut imité dans d'autres provinces andalouses et ne fut relevé qu'en 1886. Cf. *El bandolerismo: estudio social y memorias históricas*, Córdoba, Diputación de Córdoba, 1983, 3 t.

19. Gómez Bravo, *op. cit.*, p. 250, et aussi l'article «Guerrilleros, vecinos y asaltantes: imagen y realidad del bandolerismo», *Historia Contemporánea*, n° 33, 2006, p. 665-685 ; Edward Palmer Thompson, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Gallimard-Le Seuil, 1988.

20. Ce constat apparaît assez nettement à la lecture des deux contributions espagnoles au grand colloque tenu à Rome en 1997 : le texte de Ramón Villares, «Política y mundo rural en la España

contemporánea. Algunas consideraciones historiográficas», dans *La politisation des campagnes au XIX<sup>e</sup> siècle. France, Italie, Espagne et Portugal*, Actes du Colloque international de Rome, 20-22 février 1997, Rome, École Française de Rome, 2000, p. 29-46 ; et celui de Jesús Millán, «La herencia política de la revolución liberal en la sociedad agraria española», *ibid.*, p. 259-286.

21. Malgré l'intérêt de la théorie de la « mobilisation des ressources » de la sociologie historique des Charles Tilly et Sidney Tarrow (répertoires d'action, ressources organisatrices, réseaux d'interaction, structures d'opportunité politique) pour expliquer pourquoi il y a révolte ici et pas là et la combinatoire développée avec les approches par les identités collectives, on aboutit globalement à l'histoire d'un échec et d'une catastrophe. Eduardo González Calleja en donne une version dans ses livres sur l'ordre public, soulignant la permanence de l'État d'exception, l'absence d'une police civile et plus encore d'un « modèle espagnol d'ordre public », le tout produisant une escalade de la violence jusqu'à la « guerre sociale » de 1917-1923 et à la dictature militaire. Cf. *La razón de la fuerza. Orden público, subversión y violencia política en la España de la Restauración (1875-1917)*, Madrid, CSIC, 1998; et *El Mauser y el sufragio. Orden público, subversión y violencia política en la crisis de la Restauración (1917-1931)*, Madrid, CSIC, 1999.

22. Art. cit.

23. Pour l'élaboration conceptuelle sur la violence politique à partir d'une synthèse des travaux des sciences sociales, voir Julio Aróstegui, «Violencia, sociedad y política: la definición de la violencia», dans «Violencia y política en España», Julio Aróstegui (dir.), *Ayer*, n° 13, 1994, p. 17-57 ; Eduardo González Calleja, «Qué es y qué no es la violencia en política. Consideraciones teóricas en torno al conflicto social violento», dans *Violència política i ruptura social a Espanya (1936-1945)*, Jaume Barrull Pelegri, Conxita Mir Curco (dirs.), Universitat de Lleida, Lleida, 1994, p. 29-66 ; et surtout, du même auteur : *La violencia en la política: Perspectivas teóricas sobre el empleo deliberado de la fuerza en los conflictos de poder*, Madrid, CSIC, 2002.

24. Ce travail a donné lieu, pour l'heure, à deux textes centrés sur les pôles que sont la « guerre civile » et « l'ordre public » : «La guerra civil, figura del desorden público. El concepto de guerra civil y la definición del orden político», dans *Guerras civiles. Una clave para entender la Europa de los siglos XIX y XX*, Jordi Canal, Eduardo González Calleja (eds.), Madrid, Casa de Velázquez, 2012, p. 75-88 ; voir aussi «El orden público contra la anarquía: evolución especular de dos conceptos a lo largo del XIX español», IV<sup>e</sup> Congreso Iberconceptos, Bilbao, 10-12 septembre 2012, actes à paraître.

25. Cf. l'article stimulant de Miguel Ángel Cabrera et Álvaro Santana Acuña, «De la historia social a la historia de lo social», *Ayer*, n° 62, 2006, p. 65-92.

26. Cette question a été un point important du débat lors de la journée d'étude organisée par GLOBIBER à la Bibliothèque Nationale José Martí à La Havane, le 21 juin 2012, «Configuraciones imperiales en ultramar (siglos XVIII-XIX). Pensando en Cuba: sociedad, política e historiografía». Les actes de ces journées seront bientôt disponibles sous la forme d'un dossier monographique de revue.

27. Carton 5846.13. Une première ébauche dans François Godicheau, «El anarquista: la construcción social del "enemigo de la sociedad", al hilo del siglo XIX», dans Encarna Nicolás y Carmen González (dirs.), *Ayer en discusión. Temas claves de la Historia Contemporánea hoy*, CDRom, Servicio de Publicaciones de la Universidad de Murcia, 2008.

28. *Vocabulario político-social de España*, Madrid, Real Academia, 1977.

29. Nous pourrions faire cette cartographie pour la nouvelle Castille, grâce à la collaboration d'Oscar Bascuñán Añover et à sa base de données exhaustive des conflits dans cette région. Nous pourrions aussi le faire pour des conflits marquants pour lesquels nous comptons faire un travail monographique (Mano Negra, Jerez, Montjuich, Rio Tinto, etc.).

---

## RÉSUMÉS

L'histoire des conflits sociaux dans l'Espagne contemporaine est riche de nombreuses œuvres et d'approches diverses. Le panorama que l'on peut en faire présente cependant une dispersion des directions de recherche, imputable sans doute à une tendance à la naturalisation des catégories de « social » et de « politique », mais aussi des concepts qui renvoient à des réalités très présentes dans les discours du XIX<sup>e</sup> siècle, qu'il s'agisse de grandes notions politiques comme « l'ordre public » ou de figures du désordre comme les « bandits » ou les « anarchistes ». Dans le cadre d'un programme de recherche financé par l'Agence Nationale de la Recherche, « Le renouveau impérial des États ibériques : une globalisation originale ? (1808-1930) » (programme GLOBIBER), une recherche collective est menée sur les questions d'ordre public dans ce contexte de recomposition impériale espagnole ; c'est l'occasion de s'interroger de manière systématique sur les concepts et les catégories de la conflictualité sociale et politique en Espagne contemporaine. L'objet d'histoire que nous proposons part donc d'une interrogation qui combine l'histoire sociale et l'histoire des concepts dans le cadre d'une approche d'histoire connectée ; elle comprend aussi un volet méthodologique organisé autour d'une base de données importante, avec une utilisation complexe conjuguant étude des réseaux et lexicométrie.

La historia de los conflictos sociales en la España contemporánea se ha enriquecido con la aportación de muchas obras y enfoques. El panorama que uno puede dibujar presenta sin embargo una dispersión de las direcciones de investigación, debida sin duda a una tendencia a naturalizar tanto las categorías de «social» y de «político», como otros conceptos que remiten a unas realidades muy presentes en los discursos del siglo XIX, sean grandes nociones políticas como la de «orden público» o figuras del desorden como los «bandidos» o los «anarquistas». En el marco del programa de investigación financiado por la Agencia Nacional de la Investigación francesa, «La reactivación de los Estados imperiales ibéricos: una globalización original? (1808-1930)» (programa GLOBIBER), una investigación colectiva se está llevando a cabo sobre las cuestiones de orden público en ese contexto de recomposición imperial española; es buena ocasión para interrogar de manera sistemática los conceptos y las categorías de la conflictividad social y política en la España contemporánea. El punto de partida que proponemos es una investigación que conjuga la historia social y la historia de los conceptos en el marco de una historia conectada; comprende también una vertiente metodológica organizada alrededor de una base de datos importante, con un uso complejo, a la vez en clave de redes y de lexicometría.

The history of social conflicts in contemporary Spain has been richly documented in many books and through various approaches. Nevertheless, the overview we propose reveals a scattering trend in the investigations, certainly because of a tendency to naturalise the categories of the «social» and the «political»; as well because of the recurrent presence in nineteenth century political discourse of concepts referring to some realities: important political phrases like «public order» or popular disorder figures like «bandits» or «anarchists». As part of a research program financed by the French National Research Agency, entitled «The imperial renewal of the Iberian states: an early form of globalisation? (1808-1930)» (program called GLOBIBER), a collective investigation is conducted on issues of public order in this context of Spanish imperial renewal; it is an opportunity for a systematic enquiry about social and political conflictuality concepts and

categories in modern and contemporary Spain. The historical object we are proposing grows from the association of social and conceptual approaches in a context of connected histories; it also contains a methodological section, based on the processing of a big database, in a complex way, combining network and lexicon analysis.

## INDEX

**Palabras claves** : conflictividad, España, historia conceptual, historiografía, orden público

**Mots-clés** : conflictualité, Espagne, histoire conceptuelle, historiographie, ordre public

**Keywords** : conflictuality, historiography, history of concepts, public order, Spain

## AUTEUR

### FRANÇOIS GODICHEAU

Professeur des Universités à l'Université Michel de Montaigne Bordeaux III, UFR Langues et Civilisations, département des études hispaniques, hispano-américaines et méditerranéennes. Spécialité : histoire contemporaine de l'Espagne. Rattachement principal : EA 3656 AMERIBER. Associé à FRAMESPA. Membre junior de l'IUF.  
fgodicheau@u-bordeaux3.fr